



le jour d'après a commencé !

n°20 - 23 mai 2021

UNE LUTTE « ESSENTIELLE »

Depuis le 4 mars, les artistes, technicien-ne-s du spectacle et autres métiers de la culture occupent les théâtres. La nécessité de rouvrir les lieux culturels n'est pas leur première revendication. Difficile à entendre pour le public, mais c'est pourtant une lutte plus large et plus solidaire qu'ils et

elles mènent pour signifier : **pas de réouverture sans conditions.**

En effet, à ce jour, la réouverture des lieux culturels ne permettrait qu'à une minorité de reprendre le travail et d'obtenir les heures nécessaires à l'ouverture de leurs droits.

Depuis un an il leur a été quasi impossible d'exercer leur métier. Malgré « l'année blanche » (indemnités chômage), **les intermittent·e·s ont vu leurs ressources diminuer de manière importante.** Un « embouteillage » de spectacles reportés ou nouvellement créés étant à craindre, c'est un « plan de relance » axé vers l'emploi salarié intermittent qui est demandé ainsi qu'un sauvetage des caisses sociales fortement impactées par la baisse des cotisations.

Le **retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage** qui doit entrer en vigueur le 1er juillet est aussi invoqué. Les intermittent·e·s ne sont pourtant pas directement concerné·es, mais il est bien question de refuser la politique de précarisation orchestrée par le gouvernement.

En occupant les théâtres, ils et elles mettent en place des espaces **de débat, de partage, d'élaboration collective, d'auto-organisation** pour penser et construire une société plus juste et plus solidaire.

Il est question de passer du « ruissellement » à « l'irrigation par la racine », de refonder les politiques culturelles, de s'approprier les outils de travail, d'obtenir des droits sociaux pour toutes et tous.

« Ce que nous défendons, nous le défendons avec tou·te·s pour tou·te·s ! »

CE NE SONT PAS LEURS BREVETS, CE SONT NOS VACCINS

Lever les brevets sur les vaccins anti-covid est **une exigence majoritaire** dans le monde mais la décision n'est toujours pas prise car jusqu'à maintenant les USA, l'UE et la France s'y opposaient. Obligé de tenir compte de la montée de cette exigence et de la nécessité de sortir de la pandémie pour relancer l'économie mondiale, Joe Biden a été contraint de la soutenir. Le lendemain, Macron semblait lui emboîter le pas. Mais au sommet de Porto, il est revenu sur ses déclarations et a repris la logique du don (mécanisme Covax) plutôt que du **partage des techniques et des connaissances.** Le 20 mai, le parlement Européen a voté pour la levée des brevets sur proposition de Miguel Urban et de Manon Aubry de la Gauche Européenne : 293 pour, 284 contre et 119 abstentions.

L'UE doit respecter cette exigence majoritaire et le vote des parlementaires européens!

Les 8 et 9 juin prochains, une nouvelle Assemblée de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se réunit.

Un seul monde, une seule santé. Renforçons la mobilisation citoyenne pour la levée des brevets, et pour la réquisition des moyens de production.

ensemble!



LA CULTURE, NON ESSENTIELLE ?

« Le jour d'après a commencé » a demandé à Jeanne Carasso-Poitevin, auteure, actrice, professeure de théâtre (Cie « Ciconia théâtre » à Besançon et Marseille) de nous faire part de son sentiment à propos de ce désastre dans lequel est entraînée la culture.



Francis Bacon, auto-portrait, 1969

Oui, la culture en 2020... 2021... vue de nos corps... de nos rêves... de nos chagrins... ressemble à une peinture de Francis Bacon. Défaits, sens dessus dessous, sur un fil... nous tentons d'avoir de la gueule...

J'ai interviewé de nombreux amis avant de prendre cette plume. Entre Besançon et Marseille, amis, metteurs en scène, musiciens, agents d'artistes, peintres, danseurs, réalisateurs, acteurs... tous semblent en suspens... Certains travaillent, reçoivent une indemnité d'intermittent du spectacle, d'autres plus du tout. Certains mangent à peu près à leur faim, pas tous. Tous sont inquiets, confrontés à un questionnement de leur pratique, de leur métier...

Pour quoi faire ? Pour qui ? Évidemment, tous sont conscients qu'ils ne sont pas sur une embarcation de fortune entre les deux rives de la

Méditerranée, ni sous les bombes ou enfermés dans un pays maltraitant. Mais tous, souffrent. Avec ma compagnie de théâtre, j'ai travaillé en prison, et là, j'ai vu que les personnes détenues perdaient en acuité, visuelle, auditive, sensorielle, à force d'être enfermées, contenues dans des espaces limités. J'apprenais là que la contrainte, l'obligation, quand elles sont excessives, violentes, abîment, réduisent l'humain.

À partir de ce corps meurtri la culture devient, peu à peu... quoi ?

Travailleurs de la culture, régulièrement nous recevons des mails de la préfecture du coin, ou de nos amis d'ici et d'ailleurs qui ont reçu des mails, nous attendons les ordres, temps après temps. Comme toutes les professions ? À peu près oui, sauf que dans la culture, le corps et l'émotion, le social et l'époque, sont les outils avec lesquels chaque jour, nous peignons.

Gestes barrières, distanciation sociale, brassage social, respect des mesures sanitaires, port du masque... Nous, travailleurs de la culture, essayons d'intégrer ce nouveau vocabulaire. Mais comment faire ? La réalité nous perd. Nous qui avons déjà tant à inventer pour lui faire face. Nous dont c'est le métier, la place. Crimes, viols, pauvreté, violence, guerres, maladie. La presse en déborde, et nulle transposition artistique nulle part, pour faire face. L'intime et la violence sont seuls. Sans contrepoint. Sans échappée. Nous recevons des récits de répétitions de théâtre, ou de musique, danse, et toutes créations, si souvent étranges, dans un paysage professionnel où si peu est possible.

Peu à peu, même s'ils tentent d'apparaître sur les réseaux sociaux, ou faire de courtes expositions, bien des peintres se taisent, bien des danseurs se lassent, bien des écrivains jouent aux échecs et s'ennuient, ne parlent plus. Le temps est devenu trop long. Précarités trop profondes, refus trop nombreux, doucement les rêves se tarissent. Peu à peu, on ne s'adapte plus. On désespère. Je ne compte plus mes amis en dépression, ou malades.

Il n'y a pas d'art sans public, sans partage, sans tous.

Des entraides se dessinent, mais insuffisantes. Nos jeunes amis artistes picolent, se défoncent, se séparent, se fâchent, se battent, dorment toute la journée, ou alors plus du tout. Les entraînements, les cours à distance peu à peu cessent. Des émissions, en soulignant certaines expériences encore possibles, font écran à la plus grande partie de la profession, en

très grande détresse. Cela ne représente même pas un centième de la réalité. La culture du terrain, la culture réelle, celle-là est à l'arrêt. Les théâtres, salles et espaces alternatifs qui abritent des actions cofinancées par l'État et les collectivités sont en attente de paiements sans cesse repoussés, certains ferment, d'autres s'enlisent. Les dettes s'accumulent. Comment allons-nous payer, là un an de loyer, là des dettes à tous nos amis ?

Des travailleurs de la culture vont lire, partager aux fenêtres de leurs voisins, aux téléphones de tout un chacun, offrir, gratuitement, leur travail... La création artistique, que le temps avait enfin reconnue comme un travail, un ouvrage citoyen, devient un don gratuit. L'un publie sur des réseaux sociaux des œuvres politiques ou poétiques d'autres réagissent, rivalisent de créations numériques livrées à l'espace internaute, mais quelle est la réalité de cet espace, ce partage. Si certains tentent ça et là..., jouent, humorisent, partagent, depuis leurs salons, leurs escaliers, leurs salles de bains, leurs salles de répétitions vides, ou depuis leurs chambres, leurs cuisines, et cela est vu plus de cinq cent mille fois parfois... Mais qu'est-ce qui est vu ? Qu'est-ce qui est entendu ? La culture est un ouvrage collectif pour changer le collectif. Moi enfermé, toi enfermé, qu'est-

ce qu'un partage virtuel de nos paroles, et que peut-il changer de nous ? Rien ?

Alors voilà, ça y est, partout, on ne tient plus, désespérés mais ensemble, on se remet à chercher comment faire.

Comment faire ?

Nous sommes comme dans une danse des vanités, comme dans cette toile tragique de Simon Renard, où l'art, mis en parallèle avec la mort, finalement, n'est peut-être rien.

Un ami d'une autre région m'envoie ceci : "Les compétitions, rencontres et manifestations sont interdites... La pratique des danses collectives et avec contact est interdite... Les entraînements peuvent être maintenus dans le respect de la distance de deux mètres entre les pratiquants et sans contact. Une dérogation à ces différentes mesures est accordée aux danseurs de haut niveau." Vacuité... Comme si, encore, on pouvait croire, que les niveaux anciens mesureraient les vies actuelles... Les corps actuels...

Mais ne faisons pas comme si, cessons, enfin, ce déni insoutenable... Rien ne reviendra à avant cette crise incroyable, rien, nous le savons bien, on est après.



Simon Renard, Vanité des instruments...1613 ?

LANGUES RÉGIONALES, UN ENJEU CULTUREL... ET DONC DÉMOCRATIQUE !

Depuis plusieurs décennies, loin du tumulte médiatique, les réseaux associatifs, culturels, éducatifs qui défendent le droit à l'apprentissage des langues régionales dans de nombreux territoires en France, se mobilisent pour que ce droit soit respecté, dans l'esprit de la charte des langues et cultures régionales à l'échelle européenne.

Écrasées au profit du français - par ailleurs langue du pouvoir - par la III^e République, ces langues n'ont pas disparu pour autant. **Elles ont besoin d'une reconnaissance législative allant bien au-delà de l'existant.** Et si elles ont pu ne pas disparaître, c'est en partie par l'activité pratique inlassable de tous ces réseaux qui ont tenté, en général par la voie associative et dans l'optique d'une intégration à l'Éducation Nationale -qui leur a été refusée-, de combler les carences et les défaillances de l'État et des institutions.

C'est dans ce contexte qu'a été votée récemment la loi Molac et que, sans surprise, se mobilisent, depuis, à droite et au gouvernement, **ceux qui voudraient abroger cette loi et marginaliser, voire faire disparaître, de fait, les langues régionales.**

A contre-courant des droites et de la gauche dite républicaine, la prise de position d'Ensemble! est, de ce point de vue, salutaire.

APRÈS LE VOTE DE LA "LOI MOLAC" : ENSEMBLE ! POUR LES DROITS CULTURELS ET LINGUISTIQUES DANS LES RÉGIONS ET LES OUTRE-MER

Les associations œuvrant pour la promotion des langues des régions, dans l'espace public comme en milieu scolaire, mènent un combat de longue haleine dans un pays où le refus de la diversité linguistique a été érigé en dogme républicain. C'est une réalité dans l'hexagone comme - dans une logique coloniale - en Outre-Mer, et contre toutes les autres langues, de celles des roms ou maghrébins, aux langues de l'Afrique sub-saharienne ou d'Asie.

Face à un effondrement, consenti ou contraint, de la transmission familiale, l'effort a notamment porté sur le secteur éducatif. Les associations et collectifs de parents ont multiplié **les mobilisations et expérimentations pour le bilinguisme français/langue régionale** à l'École Publique, et par la création d'écoles associatives pratiquant souvent l'immersion en Maternelle et au CP (en Bretagne, Pays Basque, Pays d'Oc, Alsace, Corse, Catalogne...).

Pour la première fois depuis 1951, date de l'adoption de la très modeste loi Deixonne, un texte législatif spécifique, la "Loi Molac" vient d'être adoptée par le Parlement. Elle traite des langues régionales et reconnaît que **ces langues et ces cultures sont un apport à la culture de la France et de l'humanité.** Ce vote positif n'est hélas pas un aboutissement. Car l'application du texte dépend pour une bonne part de la politique du pouvoir et des moyens qu'il mobilisera à cet effet. Et le ministre Blanquer a combattu bec et ongles pour faire capoter ce projet.

Le mouvement Ensemble! :

- apporte son soutien aux collectifs de parents et associations qui œuvrent pour les langues régionales à l'École Publique, dans l'Hexagone et Outre-Mer, et leur enseignement dans les horaires normaux.
- affirme son soutien au développement du bilinguisme paritaire et à la possibilité dans l'école Publique, école ouverte à tous les enfants, de la pédagogie immersive.
- rappelle qu'une telle politique nécessite que les moyens en soient attribués à l'École Publique
- considère que les écoles associatives en langue régionale ne peuvent être assimilées à des "écoles privées" mais répondent à une exigence démocratique encore trop peu prise en compte dans l'Éducation Nationale.

Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, sera partie prenante de ces combats pour des droits culturels et linguistiques légitimes, de la Maternelle à l'Université.

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.